



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2016 définitive



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -69,06 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2016 s'élève à -69,06 Md€ contre -75,51 Md€ à fin décembre 2015 à périmètre constant. Le solde s'explique par une hausse des recettes nettes de

4,09 Md€, l'augmentation des dépenses nettes de 2,80 Md€ et par l'amélioration du solde des comptes spéciaux de 5,17 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 314,36 Md€

Les principales dépenses de l'année

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 67,73 Md€ dont 31,47 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 20,44 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 41,92 Md€ dont 41,45 Md€ au titre du programme « Charge de la dette et de la trésorerie de l'Etat » retraçant l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Défense** : 41,15 Md€ dont 21,67 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense », 9,83 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » et 8,32 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 26,08 Md€ dont 12,81 Md€ afférents au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 6,18 Md€ dédiés au programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 19,08 Md€ dont 12,12 Md€ pour le programme « Handicap et dépendance » et 5,46 Md€ au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

✓ Mission **Sécurités** : 18,75 Md€ partagés essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 9,96 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 8,31 Md€.

Les dépenses nettes à fin décembre 2016 s'élèvent à 314,36 Md€ contre 311,56 Md€ à fin décembre 2015 à périmètre constant. Cette évolution résulte principalement des hausses des dépenses de

personnel (+1,71 Md€), des dépenses de fonctionnement (+0,74 Md€) et des dépenses d'intervention (+0,54 Md€), compensées par la baisse des charges de la dette (-0,69 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 238,51 Md€

Les principales recettes de l'année (nettes de R et D*)

TVA : 144,44 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 71,75 Md€ ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 29,99 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 24,57 Md€ dont 10,69 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétique : 15,88 Md€ ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 12,97 Md€ dont 5,05 Md€ d'impôt de solidarité sur la fortune et 4,15 Md€ de retenues à la source ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -46,46 Md€ dont -33,31 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -19 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 284,10 Md€

Les recettes fiscales à fin décembre 2016 s'élèvent à 284,10 Md€ contre 285,17 Md€ à fin décembre 2015 à périmètre constant.

Cette évolution s'explique notamment par la hausse des recettes de TICPE pour 2,10 Md€, des recettes nettes de TVA pour 1,89 Md€ et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 0,60 Md€ (notamment en raison de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de

la contribution au service public de l'électricité et de l'augmentation des mutations à titre gratuit entre vifs). Cependant, les recettes nettes d'IS sont en recul de 3,56 Md€ (en partie du fait de la baisse de la contribution exceptionnelle) et les autres impôts directs et taxes assimilées sont en baisse de 1,52 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses, des retenues à la source et des recettes d'impôt de solidarité sur la fortune.

Recettes non fiscales : 16,24 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2016 s'élèvent à 16,24 Md€ contre 14,46 Md€ à fin décembre 2015.

Cette augmentation de 1,78 Md€ résulte essentiellement des hausses des recettes non fiscales diverses pour 2,37 Md€ (notamment du fait de l'encaissement en 2016 de versements de la COFACE), des produits du domaine de l'Etat pour 1,43 Md€ (particulièrement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques) et des remboursements et

intérêts des prêts pour 0,40 Md€ (notamment les intérêts des prêts à des Etats étrangers).

Cependant, ces augmentations sont compensées par les baisses des dividendes et recettes assimilées pour 1,44 Md€ (notamment du fait de l'absence de versement sous forme de trésorerie de dividendes EDF en 2016) et des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,69 Md€ (notamment les amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -65,46 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -65,46 Md€ à fin décembre 2016 contre -70,31 Md€ à fin décembre 2015 à périmètre constant.

Cette variation s'explique par la réduction des prélèvements au profit des collectivités territoriales

pour 4,15 Md€ (dont 3,34 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement) et par la baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne (UE) pour 0,71 Md€.

Fonds de concours : 3,63 Md€

Les fonds de concours s'élèvent à 3,63 Md€ à fin décembre 2016 contre 5,11 Md€ à fin décembre 2015.

Cette baisse de 1,48 Md€ résulte essentiellement de la

baisse des contributions des partenaires du ministère de la Défense (notamment DCNS) dont le montant était exceptionnel en 2015.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 6,80 Md€

Au 31 décembre 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à 6,80 Md€ contre 1,62 Md€ en décembre 2015. Cet écart de 5,17 Md€ s'explique notamment par la variation du solde des comptes de concours financiers (+3,49 Md€) notamment les comptes « Prêts

à des Etats étrangers » à hauteur de 2,35 Md€ et « Avances aux collectivités territoriales » pour 1,31 Md€ et ainsi que par la hausse du solde des comptes d'affectation spéciale (+1,57 Md€) essentiellement au titre du compte « Participations financières de l'Etat ».

Correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre : 102,32 Md€

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées ont augmenté de 1,56 Md€. Cette variation résulte de la baisse pour 4,37 Md€ des comptes de dépôts de fonds des organismes étrangers, conjuguée à la

hausse des comptes de dépôts des collectivités et établissements publics locaux (CEPL) pour 4,10 Md€ et de l'Union Européenne pour 1,19 Md€.

Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 1 627,75 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernant les OAT (émissions nettes de remboursements de 129,94 Md€).

Les montants nets des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 66,97 Md€ et 18,75 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre			Renvoi Page
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté	
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-69 962	-69 056	-75 507	-70 524	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	315 682	314 361	311 557	301 575	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	239 908	238 510	234 425	229 426	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	71 543	71 751	71 436	69 327	
- IS *	30 480	29 990	33 549	33 549	
- TVA	144 359	144 439	142 552	141 786	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	5 813	6 795	1 624	1 624	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		102 324			16
Dettes financières de l'Etat		1 627 754			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics		988	988	988
Dépenses de personnel		123 191	121 477	121 569
Dépenses de fonctionnement		52 760	52 019	51 605
Charges de la dette de l'Etat		41 447	42 136	42 136
Dépenses d'investissement		11 000	10 839	10 852
Dépenses d'intervention		83 824	83 283	73 618
Dépenses d'opérations financières		1 151	814	806
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	315 682	314 361	311 557	301 575
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	285 293	284 097	285 166	280 132
Recettes non fiscales	16 542	16 238	14 457	14 412
Prélèvements sur recettes	-65 497	-65 457	-70 311	-70 230
Fonds de concours	3 571	3 632	5 113	5 113
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	239 908	238 510	234 425	229 426
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	305 405	303 967	304 735	299 656
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-75 774	-75 851	-77 132	-72 149
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	2 617	2 891	1 319	1 319
Solde des comptes de concours financiers	2 974	3 582	88	88
Solde des comptes de commerce	163	247	248	248
Solde des comptes d'opérations monétaires	59	-10 280	-1 978	-1 978
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	5 813	6 795	1 624	1 624
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-69 962	-69 056	-75 507	-70 524



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL		123 191	121 477	121 569
Rémunérations d'activité		70 587	69 534	69 569
Cotisations et contributions sociales		51 869	51 183	51 239
Prestations sociales et allocations diverses		735	760	761
AUTRES TITRES		191 171	190 080	180 006
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics		988	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement		52 760	52 019	51 605
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		25 873	25 281	25 291
Subventions pour charges de service public		26 887	26 738	26 314
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat		41 447	42 136	42 136
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		41 447	42 136	42 136
Titre 5 - Dépenses d'investissement		11 000	10 839	10 852
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		9 073	9 028	9 041
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		1 927	1 811	1 811
Titre 6 - Dépenses d'intervention		83 824	83 283	73 618
Transferts aux ménages		40 781	41 427	34 413
Transferts aux entreprises		12 654	12 252	10 224
Transferts aux collectivités territoriales		7 130	6 398	6 292
Transferts aux autres collectivités		23 127	23 056	22 539
Appels en garantie		133	151	149
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières		1 151	814	806
Prêts et avances		93	312	312
Dotations en fonds propres		496	770	761
Dépenses de participations financières		562	-267	-267
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	315 682	314 361	311 557	301 575



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2016		Cumul à fin décembre 2016		Cumul à fin décembre 2015 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	3 077	3 199	3 120	3 259	2 952
Action de la France en Europe et dans le monde	1 975	1 966	2 057	2 054	1 850
Diplomatie culturelle et d'influence	721	721	720	715	730
Français à l'étranger et affaires consulaires	371	371	347	346	344
Conférence "Paris Climat 2015"	9	141	-4	144	28
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	2 828	2 620	2 679	2 700	2 783
Administration territoriale	1 705	1 696	1 665	1 670	1 703
Vie politique, culturelle et associative	99	99	186	233	268
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	1 023	825	828	797	812
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	3 687	3 419	3 307	3 157	3 956
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	2 252	1 968	1 825	1 679	2 515
Forêt	276	289	246	245	253
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	493	491	557	551	502
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	666	670	679	683	687
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	4 394	4 918	4 293	4 854	2 656
Aide économique et financière au développement	389	938	304	891	989
Solidarité à l'égard des pays en développement	1 597	1 572	1 581	1 555	1 667
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	2 408	2 408	2 408	2 408	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2 613	2 613	2 588	2 590	2 726
Liens entre la Nation et son armée	38	38	36	38	37
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 474	2 474	2 457	2 457	2 534
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	101	101	95	95	155
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	659	642	625	624	623
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	400	388	369	378	373
Conseil économique, social et environnemental	41	40	41	41	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	218	215	215	206	210
Haut Conseil des finances publiques	1	1	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	319	19	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	11	11	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	308	8	0	0	0
CULTURE	2 794	2 763	2 730	2 741	2 720
Patrimoines	913	877	875	859	889
Création	738	748	743	749	740
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 143	1 139	1 112	1 133	1 091
DEFENSE	46 543	41 053	42 241	41 147	40 983
Environnement et prospective de la politique de défense	1 296	1 291	1 305	1 324	1 348
Préparation et emploi des forces	9 496	7 590	9 518	8 323	8 043
Soutien de la politique de la défense	21 784	21 484	21 917	21 666	21 382
Equiperment des forces	13 967	10 688	9 501	9 834	10 210
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	1 528	1 386	1 321	1 255	1 212
Coordination du travail gouvernemental	698	689	590	579	524
Protection des droits et libertés	97	103	90	96	93
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	733	594	641	580	595
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	11 623	10 773	11 217	10 736	11 691
Infrastructures et services de transports	4 665	4 617	4 459	4 406	4 811
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	198	196	100	158	175
Météorologie	198	198	190	190	196
Paysages, eau et biodiversité	276	286	259	243	257
Information géographique et cartographique	95	95	92	92	93
Prévention des risques	201	140	-16	-32	63
Energie, climat et après-mines	1 010	662	965	464	748
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 484	2 528	3 212	3 259	3 300
Service public de l'énergie (1)	2 496	2 050	1 955	1 955	2 050



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2016		Cumul à fin décembre 2016		Cumul à fin décembre 2015 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	2 268	1 770	2 533	1 710	1 862
Développement des entreprises et du tourisme	916	903	941	861	957
Plan "France Très haut débit"	471	-13	722	-13	0
Statistiques et études économiques	454	454	443	440	451
Stratégie économique et fiscale	427	427	428	422	454
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	18 615	18 526	17 957	17 936	17 491
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	1 757	1 608	1 752	1 751	1 587
Aide à l'accès au logement	15 438	15 438	15 357	15 357	15 445
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	654	714	848	828	458
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	766	766	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	42 054	42 165	41 680	41 922	42 725
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	41 447	41 447	41 447	41 447	42 136
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	125	125	122	122	146
Epargne	331	331	123	123	254
Majoration de rentes	151	151	32	32	160
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	112	-43	198	30
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	67 208	67 267	67 715	67 729	66 386
Enseignement scolaire public du premier degré	20 194	20 194	20 444	20 443	19 874
Enseignement scolaire public du second degré	31 286	31 286	31 467	31 466	30 907
Vie de l'élève	4 817	4 833	4 890	4 906	4 809
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 206	7 206	7 255	7 255	7 165
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 321	2 365	2 288	2 288	2 273
Enseignement technique agricole	1 385	1 385	1 370	1 370	1 358
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 129	10 979	11 055	10 848	11 081
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 128	8 042	8 038	7 996	8 149
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	1 030	994	1 097	988	1 048
Facilitation et sécurisation des échanges	1 604	1 561	1 603	1 546	1 545
Entretien des bâtiments de l'Etat	136	145	126	128	144
Fonction publique	233	236	190	191	195
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	893	887	1 008	1 000	675
Immigration et asile	781	774	921	913	616
Intégration et accès à la nationalité française	113	113	87	87	59
JUSTICE	8 567	8 195	7 759	8 042	7 874
Justice judiciaire	3 254	3 216	3 227	3 225	3 112
Administration pénitentiaire	3 723	3 459	3 042	3 341	3 323
Protection judiciaire de la jeunesse	809	804	803	798	777
Accès au droit et à la justice	363	364	339	339	337
Conduite et pilotage de la politique de la justice	414	347	345	335	321
Conseil supérieur de la magistrature	3	4	4	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	551	561	511	526	699
Presse	255	255	226	231	250
Livre et industries culturelles	266	277	256	265	260
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	29	29	29	29	190
OUTRE-MER	2 092	2 076	1 894	1 901	2 010
Emploi outre-mer	1 374	1 374	1 257	1 248	1 379
Conditions de vie outre-mer	718	701	637	653	632
POLITIQUE DES TERRITOIRES	698	737	598	650	697
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	218	257	170	223	249
Interventions territoriales de l'Etat	47	46	39	36	40
Politique de la ville	434	435	390	391	409



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2016		Cumul à fin décembre 2016		Cumul à fin décembre 2015 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	988	988	988	988	988
Présidence de la République	100	100	100	100	100
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	10	10	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	26 428	26 589	26 313	26 077	26 330
Formations supérieures et recherche universitaire	13 022	12 932	12 946	12 807	12 744
Vie étudiante	2 544	2 489	2 577	2 547	2 556
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 238	6 242	6 274	6 176	6 222
Recherche spatiale	1 372	1 372	1 363	1 363	1 354
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 748	1 994	1 689	1 665	1 911
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	870	925	849	909	923
Recherche duale (civile et militaire)	180	180	172	167	184
Recherche culturelle et culture scientifique	123	123	118	118	112
Enseignement supérieur et recherche agricoles	332	331	325	324	323
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6 320	6 320	6 320	6 320	6 452
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 039	4 039	4 066	4 066	4 089
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	825	825	825	825	853
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 457	1 457	1 429	1 429	1 510
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	4 126	3 247	3 727	2 814	2 807
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 566	2 711	3 435	2 492	2 453
Concours spécifiques et administration	560	535	291	322	353
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	104 757	104 757	103 325	103 326	101 249
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	92 501	92 501	90 617	90 618	89 573
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	12 256	12 256	12 708	12 708	11 676
SANTE	1 353	1 354	1 312	1 314	1 253
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	515	516	474	477	475
Protection maladie	838	838	838	838	777
SECURITES	18 939	18 818	18 868	18 752	18 282
Police nationale	9 954	9 957	9 927	9 958	9 681
Gendarmerie nationale	8 518	8 361	8 490	8 308	8 139
Sécurité et éducation routières	39	39	32	32	39
Sécurité civile	427	461	419	454	423
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	19 151	19 161	19 054	19 076	18 834
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	5 512	5 512	5 461	5 460	5 397
Handicap et dépendance	12 123	12 123	12 117	12 116	11 913
Egalité entre les femmes et les hommes	28	28	24	23	26
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 487	1 498	1 452	1 478	1 498
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	668	674	658	666	495
Sport	235	241	225	232	227
Jeunesse et vie associative	433	433	433	434	268
TRAVAIL ET EMPLOI	14 228	11 962	16 764	13 026	12 317
Accès et retour à l'emploi	7 460	7 748	8 893	8 332	8 480
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	5 956	3 354	7 089	3 892	3 025
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	57	92	59	85	71
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	755	767	723	717	739
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	431 099	420 439	424 161	417 687	412 806
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	326 342	315 682	320 835	314 361	311 557

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	76 532	76 554	76 070	75 897
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	3 131	2 957	2 945	2 945
Impôt sur les sociétés (C)	58 421	57 774	60 892	60 892
Impôt sur les sociétés	57 271	56 616	59 749	59 749
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 150	1 158	1 143	1 143
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	13 935	12 967	14 484	14 484
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	694	628	940	940
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	3 614	3 524	3 800	3 800
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	780	0	61	61
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	7	1	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	5 178	5 051	5 224	5 224
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	33	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	92	94	127	127
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	8	21	21
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	17	15	18	18
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	28	31	32	32
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	75	80	73	73
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	195	187	190	190
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	2	4	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	10	12	32	32
Recettes diverses	3 205	3 300	3 920	3 920
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	15 686	15 878	13 774	13 774
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	197 559	196 722	194 284	193 518
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	24 785	24 569	23 966	21 806
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	520	516	463	463
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	148	154	145	145
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	9	9	8	8
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 853	1 799	1 656	1 656



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	10 999	10 693	10 630	10 630
Contribution de sécurité immobilière	635	632	593	593
Autres conventions et actes civils	569	535	469	469
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	402	386	394	394
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	177	224	158	158
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	263	271	241	241
Timbre unique	237	206	198	198
Taxe sur les véhicules de société	150	150	150	150
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	3 082	3 179	2 833	784
Autres droits et recettes accessoires	6	4	4	4
Amendes et confiscations	62	53	45	45
Taxe générale sur les activités polluantes	244	206	277	277
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	0	1	30
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	170	291	169	169
Autres droits et recettes à différents titres	9	36	33	33
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	51	49	49	49
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	54	53	52	52
Taxe sur certaines dépenses de publicité	26	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	9	69	69
Taxe sur les installations nucléaires de base	577	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	26	28	31	31
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 195	2 214	2 085	2 085
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	713	719	691	691
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	429	431	446	446
Prélèvement sur les paris sportifs	309	287	226	226
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	54	58	55	55
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	565	450	917	917
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	11	11
Autres taxes	251	319	258	119
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	390 050	387 422	386 415	383 317
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	285 293	284 097	285 166	280 132



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	4 027	3 990	5 434	5 434
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 924	1 924	1 963	1 963
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	207	257	469	469
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	1 895	1 809	3 002	3 002
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	3 169	3 191	1 759	1 759
Revenus du domaine public non militaire	208	218	323	323
Autres revenus du domaine public	128	173	87	87
Revenus du domaine privé	61	56	52	52
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1 605	1 590	187	187
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	985	968	1 015	1 015
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	165	174	82	82
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	16	12	13	13
Produits de la vente de biens et services (C)	834	847	1 144	1 144
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	230	206	540	540
Autres frais d'assiette et de recouvrement	532	575	532	532
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	50	48	50	50
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	6	4	6	6
Autres recettes diverses	15	13	15	15
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	869	874	474	474
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	588	589	211	211
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	6	9	6	6
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	36	37	36	36
Intérêts des autres prêts et avances	59	59	60	60
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	145	141	115	115
Autres avances remboursables sous conditions	1	3	3	3
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	13	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	21	23	31	31



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	2 491	2 293	2 978	2 933
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	489	486	456	411
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1 100	994	1 617	1 617
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	20	20	112	112
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	15	14	8	8
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	840	746	761	761
Frais de poursuite	13	10	12	12
Frais de justice et d'instance	10	12	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	3	12	2	2
Divers (F)	5 152	5 044	2 668	2 668
Reversements de Natixis	45	45	60	60
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	2 411	2 411	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	764	764	805	805
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	290	300	294	294
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	202	197	210	210
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	11	8	10	10
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	48	14	48	48
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	8	9	8	8
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	9	8	9	9
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	5	6	6
Récupération d'indus	50	53	28	28
Recouvrements après admission en non-valeur	140	142	140	140
Divers versements de l'Union européenne	20	17	20	20
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	25	22	25	25
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	18	22	18	18
Recettes diverses en provenance de l'étranger	12	2	12	12
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	235	219	235	235
Produits divers	601	591	484	484
Autres produits divers	253	212	253	253
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	16 542	16 238	14 457	14 412



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2016	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-46 509	-46 461	-50 609	-50 528
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-33 267	-33 305	-36 647	-36 645
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-17	-13	-17	-17
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-62	-62	-76	-76
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-5 214	-5 216	-5 615	-5 615
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 639	-1 636	-1 894	-1 894
Dotations élu local	-65	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-44	-36	-36
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-500	-500	-500
Dotations départementales d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
Dotations régionales d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-4	-4
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-3 324	-3 324	-3 324	-3 324
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-629	-626	-650	-650
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-163	-163	-193	-193
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-4	-3	-3	-3
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-83	-83	-83	-83
Dotations exceptionnelles de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-423	-423	-425	-425
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	-80	0	-79	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-18 988	-18 996	-19 702	-19 702
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-65 497	-65 457	-70 311	-70 230
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		3 402	4 803	4 803
Fonds de concours - coopération internationale		230	310	310
TOTAL FONDS DE CONCOURS	3 571	3 632	5 113	5 113

(1) création en 2016



unité : million d'€.

	Prévisions annuelles 2016			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	71 660	74 277	2 617	69 043	64 543	71 934	65 862	2 891	1 319
Aides à l'acquisition de véhicules propres	266	266	0	235	226	266	302	30	76
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 344	1 373	29	1 342	1 286	1 421	1 329	79	43
Développement agricole et rural	148	148	0	129	131	131	137	2	6
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	377	377	0	350	404	377	375	27	-29
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 491	1 491	0	1 502	1 497	1 545	1 501	43	4
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	500	502	2	497	498	574	622	77	124
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	0	16	0	16	0	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	233	233	0	0	233	309	233	309
Participations financières de l'Etat	5 725	7 408	1 683	4 005	3 419	5 281	3 450	1 276	30
Pensions	57 205	57 875	670	57 027	56 534	57 789	57 313	762	779
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	400	400	0	19	533	84	509	65	-24
Transition énergétique (2)	4 206	4 206	0	3 936	0	4 234	0	297	0
Comptes de concours financiers	124 834	127 808	2 974	118 079	108 570	121 662	108 658	3 582	88
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	16 181	16 300	119	13 623	7 042	13 741	7 129	117	86
Avances à l'audiovisuel public	3 867	3 868	1	3 867	3 667	3 868	3 667	0	0
Avances aux collectivités territoriales	103 719	104 546	827	99 573	97 055	100 954	97 129	1 381	74
Prêts à des Etats étrangers	792	3 055	2 264	745	692	3 058	652	2 313	-40
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	275	39	-236	271	114	42	82	-229	-32
Comptes de commerce			163	47 690	47 031	47 938	47 279	247	248
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)				529	610	586	664	57	54
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				160	156	162	152	2	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat				2 898	1 266	2 898	1 266	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				651	653	656	669	5	16
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				43 382	44 280	43 527	44 424	145	145
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes				1	4	8	9	7	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)				0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines				43	41	73	66	30	24
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				25	21	27	28	2	7
Renouvellement des concessions hydroélectriques				0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires			59	11 331	4 989	1 051	3 011	-10 280	-1 978
Emission des monnaies métalliques				179	157	252	236	73	79
Opérations avec le Fonds Monétaire International				11 128	4 676	774	2 729	-10 354	-1 947
Pertes et bénéfices de change				24	156	24	46	1	-110
TOTAL COMPTES SPECIAUX			5 813	246 143	225 134	242 585	224 811	-3 558	-323
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)			5 813	235 015	220 458	241 810	222 082	6 795	1 624

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	-76	445
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	45	287
	Total organismes à caractère financier	773	-31	742
	CEPL			
	Régions	1 662	204	1 866
	Départements	4 826	406	5 232
	Communes	21 357	1 828	23 185
	HLM	323	244	567
	Autres	20 714	1 420	22 134
	Total CEPL	48 882	4 102	52 984
	Etablissements publics de santé	4 440	569	5 010
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	560	10 693
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-386	3 774
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	31	2 818
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	-1	862
	Total établissements publics nationaux	17 941	205	18 146
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-4 371	6 124	
Union européenne	2 596	1 189	3 786	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	9	52	
GIP	615	48	662	
EPL	2 136	169	2 305	
Autres correspondants	12 782	-318	12 464	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-1	41	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	-92	15 525	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	1 572	102 316	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-9	9
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-9	9
Total Passif (A)		100 761	1 563	102 325
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	1 563	102 324



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	44 224	1 620 619
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	62 972	1 486 694
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	129 942	1 451 194
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	112 392	1 251 637
- <i>taux variable</i>	163 458	16 714	180 172
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-66 970	35 500
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-58 562	35 500
- <i>taux variable</i>	8 009	-8 009	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	-18 748	133 925
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	-18 748	133 925
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	469	7 135
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	44 693	1 627 754



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Ils sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Prévisions annuelles

La colonne « Prévisions annuelles » comprend uniquement la loi de finances initiale, la loi de finances rectificative et les fonds de concours. Les mouvements réglementaires, les décrets d'avance et d'annulation ainsi que les reports de crédits ne sont pas pris en compte.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.